



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'environnement,
des transports, de l'énergie et de la communication DETEC

Office fédéral des routes OFROU

KBOB

Koordinationskonferenz der Bau- und Liegenschaftsorgane der öffentlichen Bauherren
Conférence de coordination des services de la construction et des immeubles des maîtres d'ouvrage publics
Conferenza di coordinamento degli organi della costruzione e degli immobili dei committenti della costruzione pubblici
Coordination Group for Construction and Property Services

Contrat pour prestations de mandataire

Version OFROU / Janvier 2021

Désignation du projet:	Upn.Chexbres-Roche
Désignation abrégée du projet:	34_35UPNCR
Numéro du projet:	N09.52 200044
Désignation du contrat:	-
Chef de projet du maître d'ouvrage:	Gestion des projets
Procédure d'attribution:	Procédure ouverte
Classification selon LMP/OMP:	Marché de services
Numéro du contrat:	N09.52 200044.Provisoire_00007954
Date d'établissement:	
Objet du contrat:	Prestations d'Auteur de Projet, pour la phase EK

Rémunération nette, TVA non comprise CHF 20'000.00

conclu entre	La Confédération suisse
agissant par	L'Office fédéral des routes OFROU
	Filiale d'Estavayer-le-Lac
	Place de la Gare 7, 1470 Estavayer-le-Lac
appelé ci-après	le mandant

et

l'entreprise	
siège à	
N° de TVA/IDE	
appelé ci-après	le mandataire sans fonction de planificateur général

SIA, usic, FAS, CRB, FSAI, FSU, IGS et OSD, membres du groupe Planification de

Avec la collaboration et le soutien des associations suivantes:

constructionsuisse

1 Objet du contrat

1.1 Définition du projet

Le périmètre du projet comprend les tronçons d'entretien U34 et U35 sur la N09, entre les communes de Chexbres et de Roche, et s'étend du PR200 au PR430. La phase du projet est l'établissement du concept global de maintenance (EK) jusqu'à son approbation.

1.2 Etendue des prestations du mandataire au sein du projet

Le mandant charge le mandataire d'exécuter les prestations suivantes en vertu du présent contrat et de ses éléments:

Les prestations du mandat mis en soumission concernent l'étude des domaines Génie Civil (K, T/G, T/U), BSA et environnement de la phase d'établissement du concept global d'entretien (EK) dont les objectifs sont la confirmation de l'état des lieux réalisé par le domaine EP, ses éventuels compléments et l'évaluation normative du tronçon. Le mandat comprend également la mise aux normes de l'évacuation et du traitement des eaux, en particulier la création de SETEC.

2 Eléments du contrat et leur ordre de priorité en cas de contradiction

2.1 Liste des éléments du contrat

Les éléments du contrat sont, par ordre de priorité:

- 2.1.1 Le présent contrat
- 2.1.2 Le descriptif des prestations / le cahier des charges
- 2.1.3 Les conditions générales des contrats de mandataires de la KBOB (édition 2020)
- 2.1.4 Autres éléments du contrat
 - 2.1.4.1 L'offre du mandataire du
- 2.1.5 Règles techniques de la construction, en particulier les directives, les instructions et les manuels techniques de l'OFROU (www.astra.admin.ch / Standards, recherche, sécurité)

2.2 Ordre de priorité en cas de contradictions

Si les éléments du contrat susmentionnés se contredisent, leur ordre de priorité est déterminé par l'ordre dans lequel ils sont énumérés. Si des documents faisant partie d'un même élément du contrat se contredisent, le document le plus récent prime.

Les conditions générales du mandataire, de ses sous-traitants et de ses fournisseurs ne sont applicables que si elles sont mentionnées au chiffre 10 («Accords spéciaux»).

3 Prestations du mandataire

3.1 Prestations convenues portant sur les phases partielles

Connaissant le projet qui est à la base du présent contrat (voir chiffres 1.1 et 1.2), le mandataire s'engage à fournir toutes les prestations décrites dans le présent document et dans les autres éléments du contrat (prestations ordinaires et prestations à convenir spécifiquement).

3.2 Phases partielles à réaliser

Le présent contrat porte sur les phases partielles suivantes, telles que définies selon l'art. 4 du règlement SIA 103/2014, resp. de la norme SIA 112/2014 Modèle «Etude et conduite de projet»:

		Nomenclature de l'OFROU (selon LRN/ORN)	
MP SIA 112, resp. normes SIA 102, 103, 108		OFROU: Directive «Construction des routes nationales»	OFROU: Directive «Entretien des routes nationales»
<input type="checkbox"/>	11 Enoncé des besoins, approche méthodologique		
<input type="checkbox"/>	21 Définition de l'objet, étude de faisabilité	Etude préliminaire	
<input type="checkbox"/>	22 Procédure de choix de mandataires	Procédure de choix de mandataires	Procédure de choix de mandataires
<input checked="" type="checkbox"/>		Projet général (GP)	Concept global de maintenance (EK)
<input type="checkbox"/>		Projet définitif (AP)	Concept d'intervention (MK)
<input type="checkbox"/>		Projet de détail (DP)	Projet d'intervention (MP)
<input type="checkbox"/>	41 Appel d'offres, comparaison des offres, proposition d'adjudication	Appel d'offres, comparaison des offres, proposition d'adjudication	Appel d'offres, comparaison des offres, proposition d'adjudication
<input type="checkbox"/>	51 Projet d'exécution	Documents d'exécution	Documents d'exécution
<input type="checkbox"/>	52 Exécution	Construction	Exécution des mesures
<input type="checkbox"/>	53 Mise en service, achèvement	Mise en service, achèvement	Mise en service, achèvement

4 Rémunération

4.1 Rémunération

4.1.1 Une rémunération à tarifs horaires est convenue pour les prestations suivantes:

Selon l'offre détaillée du mandataire du

Selon les tarifs horaires ci-après, TVA non incluse:

Catégorie 1 - Jour (personnes-clés)	CHF
Catégorie 1 - Nuits et jours fériés (personnes-clés)	CHF
Catégorie 2 - Jour (autres personnes-clés)	CHF
Catégorie 2 - Nuits et jours fériés (autres personnes-clés)	CHF

Rémunération brute offerte à tarifs horaires,			
frais accessoires inclus		CHF	0.00
./. Rabais	0,00 %	CHF	0.00
Total intermédiaire		CHF	0.00
Frais accessoires additionels selon ch. 4.2 (2e alinéa)		CHF	20'000.00
Rémunération nette convenue		CHF	20'000.00
TVA au taux de 7.7 %		CHF	1'540.00
Rémunération totale, TVA incluse		CHF	21'540.00

Ce montant sera adapté au renchérissement en vertu du ch. 4.3.

Ce montant constitue un plafond au sens de l'art. 9.2 des conditions générales des contrats de mandataires de la KBOB.

La répartition de la rémunération par objet inventorié, compte financier et charge par nature est effectuée conformément à la page de garde facture ci-jointe.

4.2 Frais accessoires

Sont compris dans la rémunération convenue selon le ch. 4.1 les frais accessoires du mandataire concernant les documents de travail (tels que plans, photocopies, autres documents), téléphone, télécopier, frais de port, infrastructure informatique, assurances, frais et temps de déplacement, frais de logement et de repas extérieurs.

Le mandataire est rémunéré d'après les dépenses prouvées pour les dossiers définitifs tels que la reproduction des plans et les autres documents tels que brochures, rapports, etc., qui sont nécessaires pour la planification, la construction et la documentation de l'ouvrage et qui ont été commandés explicitement par le maître de l'ouvrage.

4.3 Variations de prix (renchérissement)

Les adaptations de prix dues au renchérissement sont calculées selon la version actuelle au moment de la conclusion du contrat de la norme SIA 126 «Variations de prix : Procédure selon la méthode paramétrique des prestations de mandataire».

4.4 Rémunération des prestations non définies

4.4.1 Genre des prestations non définies:

Toutes les prestations sont considérées comme définitives. Si, au cours de la réalisation il s'avère nécessaire de préciser certaines prestations, la définition de ces dernières incombe au mandant.

4.4.2 Réglementation de la rémunération:

La rémunération des éventuelles prestations définies après conclusion du contrat est convenue d'un commun accord avant le début des travaux. Elle est calculée comme décrit au ch. 4.1. En l'absence d'une confirmation écrite du mandant, le droit à la rémunération s'éteint.

5 Modalités financières

5.1 Facturation et paiement

Les factures seront remises à l'adresse suivante en un seul exemplaire, accompagnées de la page de garde facture dûment remplie:

au BAMO :

Groupement Escient
p.a. AFRY Suisse SA
Ch. de Chantemerle 15
1010 Lausanne

Munies de l'adresse suivante:

Office fédéral des routes OFROU
Place de la Gare 7
1470 Estavayer-le-Lac

Les factures seront établies de façon détaillée et vérifiable sur la base des prestations dues et fournies d'après le présent contrat. Pour chaque collaborateur, le mandataire précisera les prestations facturées et le temps consacré à ces dernières. La taxe sur la valeur ajoutée et les frais accessoires seront indiqués séparément. Les factures qui ne satisfont pas à ces exigences seront renvoyées au mandataire pour correction et, le cas échéant, pour complètement de la documentation. L'inspection des finances de l'OFROU aura à tout moment un droit de regard dans les documents pertinents afin de vérifier la véracité des données.

5.2 Délais de paiement

Les factures envoyées en bonne et due forme courent dès réception à l'adresse indiquée. Le mandant paie les montants exigibles dans les 45 jours à compter de la réception de la facture.

Sont réservées les dispositions sur le décompte final selon le ch. 9.5 des conditions générales des contrats de mandataires de la KBOB (édition 2020).

6 Délais et termes

6.1 Phases d'étude du projet et d'appel d'offres (phases partielles SIA 31 à 41)

Délai / date	Activité
01.03.2022	Début des prestations
16.08.2023	Rendu EK
30.06.2024	Fin des prestations

7 Interlocuteurs

Pour tout ce qui se rapporte au présent contrat, notamment les modifications de ce dernier, la transmission et la notification d'informations, les demandes, etc., les interlocuteurs sont les suivants:

Du côté du mandant

Nom	Gestion des projets
Entreprise	Office fédéral des routes OFROU

Adresse	Place de la Gare 7 1470 Estavayer-le-Lac
Téléphone	058 461 87 11
Courriel	marchespublics.estavayer@astra.admin.ch

Du côté du mandataire

Nom
Entreprise
Adresse
Téléphone
Courriel

Si un interlocuteur ou les coordonnées d'un interlocuteur changent, l'autre partie en est immédiatement avertie par écrit.

8 Assurances

Le mandataire, resp. la communauté de mandataires (société simple au sens des art. 530 ss CO), déclare avoir conclu l'assurance responsabilité civile professionnelle ci-après pour la durée du mandat. Il garantit qu'il maintiendra cette assurance pendant toute la durée du mandat et qu'il présentera sur demande du mandant des certificats d'assurance valables:

Forfait pour les dommages corporels, les dommages matériels et les dommages consécutifs	CHF	10'000'000.00
--	-----	---------------

Autres dommages:

Dommages à l'ouvrage	CHF	5'000'000.00
----------------------	-----	--------------

Compagnie d'assurance:

N° de police:

Franchise par événement (max. 20% de la somme assurée)	CHF
---	-----

9 Dispositions relatives à la protection des travailleurs, conditions de travail, égalité de traitement et intégrité

Pour les prestations fournies en Suisse, le mandataire s'engage à observer les dispositions relatives à la protection des travailleurs et les conditions de travail en vigueur au lieu où la prestation est fournie.

Il déclare avoir payé les cotisations sociales et les primes d'assurance, ainsi que les autres contributions selon les contrats-cadres de travail, s'ils existent, de même que la taxe sur la valeur ajoutée.

De plus, il s'engage à respecter l'égalité salariale entre femmes et hommes pour les prestations fournies en Suisse.

Si le mandataire fait appel à des tiers pour l'exécution du contrat, il veille à ce que ceux-ci s'engagent également à respecter les principes susmentionnés.

Le mandataire s'assure en outre de n'avoir conclu aucun accord ou de n'avoir pris aucune mesure susceptible de restreindre la concurrence. Il s'engage, en ne proposant ou en n'acceptant ni récompense ni avantage, à prendre toutes les mesures requises pour éviter la corruption.

En cas de non-respect des obligations susmentionnées, le mandataire doit payer au mandant pour chaque infraction une peine conventionnelle de 10,00% du montant du mandat, TVA non comprise, mais de CHF 3'000.00 au minimum et de CHF 100'000.00 au maximum.

Le mandataire prend connaissance du fait que la violation de cette clause entraîne généralement l'annulation de l'adjudication et la résiliation prématurée du contrat par le maître de l'ouvrage pour de justes motifs.

10 Accords spéciaux

En outre, les parties concluent les accords spéciaux suivants:

Le mandataire est chargé de vérifier les factures des entreprises et de les transmettre au maître d'ouvrage dans les délais spécifiés ci-dessous:

- a. En cas de plans de paiement contractuels, d'acomptes fondés sur l'avancement estimé des prestations, d'acomptes fondés sur les prestations effectivement exécutées dans le cadre d'un contrat à prix unitaires, de factures de régie et de factures de variations de prix, le délai de vérification et de transmission des factures établies en bonne et due forme est de 10 jours au plus à compter du jour où celles-ci parviennent au mandataire.;
- b. Le délai de vérification et de transmission des décomptes finaux établis en bonne et due forme est de 30 jours au plus à compter du jour où ceux-ci parviennent au mandataire.

Si le mandataire ne respecte pas ces délais, le maître d'ouvrage se réserve le droit de lui facturer les intérêts moratoires exigés par l'entreprise ou de les déduire de sa créance d'honoraires.

11 Vérification du prix (selon Art. 24 OMP)

11.1 Objet et étendue du droit sur la vérification du prix

Le mandataire s'engage à autoriser le service d'audit interne compétent et le Contrôle fédéral des finances (ci-après: Service de vérification), s'ils le demandent, à vérifier:

- le calcul rétrospectif du prix du marché initial (y compris l'éventuel calcul du renchérissement);
- le calcul prévisionnel et le calcul rétrospectif du marché initial, si le contrat fixe des tarifs horaires, des tarifs journaliers, etc., et/ou s'il comporte une réglementation relative aux bénéfices et/ou aux pertes;
- le calcul rétrospectif (et, éventuellement, le calcul prévisionnel en cas de tarifs prédéfinis et/ou de réglementation relative aux bénéfices et/ou aux pertes) des éventuels marchés subséquents, étant entendu que cette vérification est effectuée en tenant compte des résultats du calcul rétrospectif du prix du marché précédent.

Le mandataire met gratuitement à la disposition du service d'audit interne compétent et du Contrôle fédéral des finances (ci-après: service de vérification) tous les documents et renseignements nécessaires à cet effet. La vérification du calcul rétrospectif des prix du marché précédent ne peut pas conduire à une modification de ce prix.

La vérification du prix repose sur la comptabilité financière et la comptabilité d'exploitation du soumissionnaire ainsi que sur le calcul prévisionnel et/ou le calcul rétrospectif du prix du contrat fondés sur ces dernières. Le calcul indique les coûts de revient, présentés sous la forme usuelle dans la branche ou dans la comptabilité, ainsi que les suppléments pour risques et le bénéfice.

11.2 Conservation des bases de calcul

Le mandataire s'engage à conserver les calculs et les documents y relatifs au moins pour la durée de validité du contrat et jusqu'à une année après son expiration.

11.3 Exécution de la vérification du prix

La vérification du prix incombe au service de vérification. Si le mandataire ou le sous-traitant est étranger, le Service de vérification Suisse peut charger le service de vérification étranger compétent de la vérification du

prix à condition qu'un niveau de protection adéquat au sens de la législation sur la protection des données soit assuré.

Le Service de vérification convient de la date et du lieu de la vérification du prix avec le mandataire ou le sous-traitant.

Le service de vérification est autorisé à contrôler, lorsque la concurrence fait défaut, que le fournisseur tienne compte des coûts, des risques et/ou des marges bénéficiaires qu'il ne pourrait pas réaliser avec des prestations identiques ou semblables dans un régime de libre concurrence. Un bénéfice approprié ou usuel dans la branche reste assuré.

Le service de vérification communique à la direction du mandataire le résultat de la vérification et les informations nécessaires à sa compréhension dans un document confidentiel. Les vérifications du prix, les renseignements et les documents doivent être traités de manière confidentielle.

11.4 Correction de prix consécutive à la vérification

Si la vérification du prix prévisionnel révèle que le prix stipulé dans le contrat est trop élevé, le mandataire et le mandant adaptent le prix en ajoutant un avenant au présent contrat. Toute hausse du prix est exclue.

11.5 Contrats avec des sous-traitants fournissant une part importante des prestations

Le mandataire s'engage à étendre par voie contractuelle les droits de vérification du prix à ses sous-traitants fournissant une part importante de la prestation globale, ceci au profit du service de révision interne compétent et du Contrôle fédéral des finances (ci-après: service de vérification). Sont généralement considérées comme importantes les parts du volume de marché supérieures ou égales à un million de francs, hors TVA. Le mandataire est exonéré de cette obligation s'il peut prouver que, dans des conditions de concurrence, ses acquisitions auprès du sous-traitant sont économiquement avantageuses.

Si la vérification du prix effectuée auprès d'un sous-traitant conduit à une réduction de prix, le mandataire est tenu de répercuter cette dernière, y compris les suppléments sur le prix convenu avec le mandataire, quels que soient ses frais ou ses bénéfices. Cette correction de prix est réalisée entre le mandataire et le mandant conformément au ch. 4 ci-dessus.

12 Entrée en vigueur

Le présent contrat entre en vigueur au moment de sa signature par les parties.

13 Modifications du contrat

Pour être valables, les modifications ou compléments apportés au présent document ou aux autres éléments du contrat doivent faire l'objet d'un accord écrit entre les parties. Cela vaut également pour la suppression de cette règle.

Si une disposition du présent contrat comporte des lacunes, est sans effet juridique ou est inapplicable pour d'autres raisons, cela n'affecte pas la validité des autres dispositions du contrat. Dans un tel cas, les parties conviennent d'une disposition de substitution valable qui, d'un point de vue économique, se rapproche le plus possible de la disposition qu'elle remplace.

14 Droit applicable et for

Seul le droit suisse s'applique au présent contrat. Les dispositions de la Convention des Nations unies du 11 avril 1980 sur les contrats de vente internationale de marchandises (Convention de Vienne, RS 0.221.211.1) sont expressément exclues.

En cas de litige découlant du présent contrat, le for se situe à Berne.

15 Expéditions

Le présent contrat est établi en 2 exemplaires de même teneur.

Le mandataire et le mandant en reçoivent chacun 1 exemplaire signé.

16 Signatures

Estavayer-le-Lac, le

Office fédéral des routes

Signature

Signature

Lieu et date:

Prénom et nom:

Fonction:

(en lettres capitales)

Annexe(s)

Page de garde facture (sera établie à la conclusion du contrat)

Matrice des coûts (sera établie à la conclusion du contrat)